

687.699.134 francs avant la guerre. Elle a depuis augmenté de 395 millions environ. Voici, en effet, quelle était la situation au 1^{er} mai 1913 :

Dette consolidée	fr.	623.635.206 »
Dette flottante envers la Banque Nationale		60.625.398 »
Dette envers la Banque Agricole		313.583 »
Bons du Trésor		125.829.000 »
Effets du Trésor (bons de réquisition)		249.815.300 »
Pour le compte des excédents des exercices précédents		23.071.304 »
TOTAL.	fr.	<u>1.083.289.872 »</u>

« La dette consolidée a diminué d'un peu plus de 4 millions par suite du jeu normal de l'amortissement. Les avances faites par la Banque Nationale de la Bulgarie ont à peu près doublé. Il a été émis à l'étranger pour 125 millions de bons du Trésor, et enfin le gros des dépenses de la guerre a été soldé par l'émission de bons de réquisition.

« Depuis le début de la guerre jusqu'au 1^{er} mai, la Bulgarie a donc dépensé un peu plus de 400 millions de francs et augmenté sa dette de 395.590.737 fr. Empressons-nous d'ajouter que cette somme ne représente pas, loin de là, le coût réel de la guerre. Il reste les dépenses engagées. Il reste surtout les dépenses indirectes : reconstitution du matériel et des approvisionnements, pensions aux blessés et aux familles des soldats morts, etc., qui feront plus que doubler ce chiffre de 400 millions.

« Ce chiffre ne contient pas les pertes pour le Trésor bulgare dues à la diminution des recettes, ainsi que les pertes d'ordre économique et d'autres. »

La Serbie, dont la dette publique s'élève à 659 millions, la verra s'accroître aussi dans de lourdes proportions, 500 millions environ.

Sans compter que les conquêtes territoriales apportent aux conquérants des obligations qui viennent aggraver leur situation financière ; il faudra organiser les territoires, les doter d'administrations et de fonctionnaires, faire les réformes, améliorer l'outillage économique, créer des voies ferrées, augmenter l'armée, puis, sur ces territoires, pèse la dette turque, qu'il faudra acquitter.

La Commission financière a évalué la part de la dette ottomane qui doit incomber aux Etats balkaniques en raison des annexions dont ils bénéficient.

Trois systèmes ont été proposés pour établir les parts. Nous ne retiendrons que les chiffres dégagés qui indiquent que la quote-part du capital nominal des emprunts et avances du Gouvernement ottoman en circulation à la fin de la guerre, à supporter par les Etats balkaniques, serait de 23 à 24 millions de livres turques, c'est-à-dire de 575 à 600 millions.

Il n'est point encore aisé de montrer quelles modifications, au point de vue